



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 26 mars 2026

L'activité économique du Mexique n'a progressé que de 0,5 % g.a. en janvier 2026, un rythme nettement inférieur aux attentes et en ralentissement marqué par rapport à fin 2025.

Selon les données de l'Institut National de Géographie et de Statistiques (INEGI), cette modeste hausse masque un repli mensuel de 0,9 %, traduisant une dégradation conjoncturelle en début d'année. La dynamique annuelle repose principalement sur les activités primaires (+2,4 %) et tertiaires (+0,9 %), tandis que les activités secondaires se contractent légèrement (-0,1 %).

La faiblesse persistante du secteur industriel, en particulier des industries manufacturières en recul depuis plusieurs mois, continue de peser sur l'ensemble de l'économie. Or, ce segment concentre près d'un tiers du PIB et constitue un moteur clé de création de valeur.

Dans ce contexte, la trajectoire de croissance pour le premier trimestre 2026 semble s'infléchir. Ce ralentissement de la production industrielle, combiné à la fragilité de la consommation intérieure, suggère des risques baissiers à court terme sur l'activité, en l'absence de relais de croissance plus dynamiques.

LE CHIFFRE A
RETENIR

+0,5 %

Indicateur global de
l'activité économique
en janvier 2026

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les discussions techniques entre le Mexique et les États-Unis en vue de la révision de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM) ont officiellement débuté à Washington, marquant une nouvelle étape concrète avant l'échéance clé de juillet 2026. Selon le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, ce lancement constitue un signal positif, traduisant la volonté des deux parties de préserver un accord structurant pour la région nord-américaine. Les échanges, engagés dans un format bilatéral avec les États-Unis, doivent s'élargir ultérieurement au Canada, dans le cadre d'une séquence de négociation progressive. Sur le fond, les premières discussions ont porté sur le renforcement de la base industrielle régionale, avec un objectif partagé d'accroître la production manufacturière et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement nord-américaines. La question des mesures visant à limiter le recours à des intrants issus de pratiques commerciales déloyales a également été soulevée, traduisant un durcissement des politiques industrielles dans un contexte de fragmentation du commerce mondial. Pour rappel, les trois partenaires devront se prononcer d'ici juillet 2026 sur l'extension de l'accord pour une période supplémentaire de 16 ans, faute de quoi un scénario de révisions plus fréquentes pourrait accroître l'incertitude pour les investisseurs. Malgré un climat initial jugé constructif, plusieurs points de divergence subsistent, notamment en matière de droits de douane et de règles d'origine. Le Mexique défend une intégration commerciale approfondie, tandis que les États-Unis maintiennent des orientations plus protectionnistes dans certains secteurs stratégiques. Dans ce contexte, l'issue des négociations dépendra de la capacité des parties à concilier ces priorités, alors même que l'accord structure des flux commerciaux d'une ampleur significative - environ 100 M USD d'échanges par heure à la frontière américano-mexicaine.

Le consensus de marché anticipe désormais une baisse de 25 points de base du taux directeur de la Banque du Mexique (Banxico) dès mai, avec un taux de politique monétaire projeté à 6,5 % à l'horizon 2026-2027. Selon la dernière enquête Citi (20 mars) sur les anticipations au Mexique, les attentes se sont légèrement décalées vers un assouplissement plus tardif, la majorité relative des analystes privilégiant désormais une première baisse en mai plutôt qu'en mars. Cette dispersion des anticipations reflète les incertitudes entourant le rythme de désinflation. Les anticipations d'inflation ont été marginalement révisées à la hausse et demeurent au-dessus de la cible de Banxico. L'inflation globale est désormais attendue à 4,1 % fin 2026, tandis que l'inflation sous-jacente se

maintiendrait à 4,2 %, signalant une persistance des pressions sur les composantes fondamentales. Du côté des variables financières, les anticipations de change se sont légèrement dégradées, avec un peso attendu autour de 18,35 MXN/USD fin 2026 et 19,0 à l'horizon 2027, traduisant un environnement externe moins favorable et un ajustement des différentiels de taux. Enfin, les perspectives de croissance restent globalement inchangées et modestes : le consensus maintient une progression du PIB de 1,5 % en 2026 et de 1,8 % en 2027, suggérant une dynamique d'activité contrainte, dans un contexte de politique monétaire encore restrictive et d'incertitudes persistantes.

Sectoriel

Nestlé a annoncé 455 M USD d'investissements dans l'Etat de Mexico, dont 180 M USD pour un nouveau centre logistique (CEDIS) à Zumpango. Cet engagement inclut 275M USD, prévus entre 2025 et 2027, destinés à moderniser les sites industriels du groupe dans l'Etat, avec des investissements dans les lignes de production, l'automatisation et l'efficacité énergétique et hydrique. Le projet, soutenu par la gouverneure de l'Etat de Mexico, vient consolider l'implantation de Nestlé dans un territoire où le groupe dispose déjà d'une base industrielle et logistique, avec des sites à Toluca (café et chocolat), Cuautitlán (nutrition animale) et Tultitlán (snacks).

Dans le cadre du Plan México 2025-2030, la Commission fédérale d'électricité (CFE) présente un portefeuille de 58 projets visant à renforcer le réseau de transmission électrique entre 2026 et 2027. Visant répondre à la hausse de la demande énergétique, en particulier dans les zones industrielles, le programme prévoit 387 opérations de construction ou de modernisation, réparties entre 138 lignes de transmission et 249 sous-stations. Le financement repose sur des schémas mixtes associant ressources publiques et capitaux privés. Plusieurs projets sont déjà en phase d'appel d'offres, avec 62 M USD engagés et 395 M USD supplémentaires sont attendus à court terme.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a réactivé les subventions sur les carburants via l'IEPS, avec un soutien atteignant jusqu'à 62 % pour le diesel, afin de contenir l'impact de la hausse des prix internationaux de l'énergie. L'IEPS (Impuesto Especial sobre Producción y Servicios) constitue un prélèvement fiscal intégré au prix des carburants ; son ajustement permet aux autorités de lisser les fluctuations des prix à la pompe. Pour la semaine du 21 au 27 mars, les taux de

soutien s'établissent à 24 % pour l'essence régulière, 7,5 % pour le premium et 62 % pour le diesel, marquant un changement notable après plusieurs mois de niveaux quasi nuls. Cette décision intervient dans un contexte de renchérissement des prix énergétiques lié aux tensions géopolitiques, et vise à limiter la transmission aux prix domestiques. D'un point de vue budgétaire, le coût immédiat prend la forme d'une perte de recettes fiscales sur les carburants. Toutefois, cet effet pourrait être compensé par des revenus pétroliers plus élevés, dans un scénario de prix du brut en hausse en 2026, suggérant un impact global potentiellement neutre à court terme. La stratégie des autorités repose également sur un partage du coût avec le secteur privé, les distributeurs étant supposés absorber une fraction du choc via leurs marges. Ce mécanisme vise à limiter la pression directe sur les finances publiques tout en stabilisant les prix à la pompe. Cet équilibre reste néanmoins conditionné à l'évolution des variables externes : une prolongation de la hausse des prix, une dépréciation du peso ou une contraction des marges du secteur pourraient accroître significativement le coût budgétaire et mettre sous tension la trajectoire des finances publiques.

La Banobras, banque publique de développement spécialisée dans le financement des infrastructures et des collectivités locales, a levé 17 Md MXN (environ 960 M USD) sur le marché domestique via quatre émissions obligataires. Cette opération, inscrite dans le programme de financement 2026, a bénéficié d'une demande solide (1,36 fois le montant émis), portée par une base diversifiée d'investisseurs institutionnels. Les émissions combinent des maturités courtes à taux variable (1,5 et 3,5 ans) et des maturités plus longues à taux fixe (8 et 12 ans), traduisant une stratégie de financement équilibrée visant à optimiser le coût et le profil de la dette. Les conditions de placement font ressortir des primes limitées au-dessus des taux de référence domestiques, suggérant une perception de risque contenue pour cet émetteur public. L'appétit marqué pour les maturités longues indique par ailleurs une confiance relative dans la stabilité macro-financière et les perspectives de taux à moyen terme. Les fonds mobilisés seront destinés au financement de projets d'infrastructure prioritaires, dans le cadre de la stratégie de l'administration Sheinbaum. Dans un environnement de croissance modérée, ce recours accru au financement de marché par une banque de développement pourrait contribuer à soutenir l'investissement public et à renforcer l'effet d'entraînement sur l'activité.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	26/03/2026
Bourse (IPC)	3,66%	27,47%	68 187,6 points
Change MXN/USD	-0,34%	-11,69%	17,77
Change MXN/EUR	-0,34%	-5,15%	20,50
Prix du baril mexicain	-2,73%	35,75%	90,10

Amérique centrale

Belize

Au Belize, l'opposition dénonce un budget « déconnecté » face à la hausse du coût de la vie et à la fiscalité sur les carburants. La cheffe de l'opposition, Tracy Panton, a critiqué le niveau élevé de taxation (41 % sur l'essence ordinaire, 46 % sur le sans-plomb premium) et alerté sur une hausse imminente du prix du butane. Elle juge le budget du Premier ministre John Briceño, axé sur la « prospérité », en décalage avec les difficultés des ménages. Dans un contexte de tensions au Moyen-Orient, ces critiques soulignent les risques accrus pesant sur le pouvoir d'achat.

Costa Rica

En 2025, la balance commerciale du Costa Rica aurait affiché un déficit de 863 M USD, selon l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC). Les exportations de biens se seraient élevées à 26,6 Mds USD (+21,1 % g.a.), dont près de 70 % issues du régime des zones franches. Elles seraient dominées par les dispositifs médicaux (29,9 %), suivis des composants électroniques (10,8 %), des prothèses (5 %) et des ananas (4,6 %). Les principales destinations resteraient les

États-Unis (49,8 %), les Pays-Bas (8,6 %) et le Guatemala (4,2 %). Du côté des importations, celles-ci auraient reculé de 3,4 % g.a. pour s'établir à 27,4 Mds USD. Elles porteraient principalement sur les produits énergétiques – essence et kérosène (3,5 %), diesel (2,8 %) – ainsi que sur les composants électroniques (3,1 %) et les médicaments (2,1 %). Les États-Unis (39,1 %) et la Chine (17,3 %) demeurerait les principaux fournisseurs du pays.

Les Perspectives 2026 de l'OCDE en matière d'intégrité et de lutte contre la corruption dresseraient un bilan globalement positif, malgré des insuffisances persistantes en matière de régulation du lobbying et d'accès à l'information. Le cadre juridique encadrant les activités de lobbying demeurerait lacunaire, faute de normes et de définitions précises, et leur transparence resterait limitée en l'absence de mécanismes de contrôle adéquats. Par ailleurs, l'accès à l'information constituerait un point de fragilité, en raison de l'absence de règles garantissant la mise à disposition par défaut des données publiques et d'une autorité centrale dédiée. En revanche, l'OCDE souligne la solidité de l'intégrité du pouvoir judiciaire et du Ministère public, reposant sur des dispositifs de contrôle éthique, l'indépendance des juges et un encadrement des conflits d'intérêts. Enfin, l'organisation met en avant le rôle structurant de la Stratégie nationale d'intégrité et de prévention de la corruption 2021-2030 du Costa Rica, qui constitue un outil clé pour l'évaluation des politiques d'intégrité publique.

El Salvador

Au Salvador, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le ministère des Finances ont signé un accord visant à financer la modernisation de la mobilité urbaine, via un prêt de 135 M USD. Le programme prévoit l'aménagement de corridors stratégiques autour de San Salvador, incluant l'élargissement d'axes routiers, la construction de 15 échangeurs et l'intégration de systèmes de gestion intelligente du trafic. Les travaux devraient réduire d'environ un tiers les temps de trajet pour plus de 1,6 million d'usagers. Ce projet marque le lancement d'investissements d'envergure dans les infrastructures de transport du pays.

Guatemala

Au Guatemala, le ministère public s'est donné un délai de 30 jours pour déterminer l'éventuelle ouverture de poursuites liées à des hausses injustifiées des prix des carburants. Saisi de plus de 70 plaintes déposées par l'Autorité de protection des consommateurs (Diacó), le parquet enquête sur de possibles pratiques spéculatives dans les stations-service. Les investigations portent à la fois

sur des éléments documentaires (prix, stocks, importations) et des témoignages, afin de distinguer l'impact de facteurs internationaux (notamment les tensions au Moyen-Orient) d'éventuelles irrégularités. Les premiers résultats sont attendus à la mi-avril. Dans un contexte de mobilisation des transporteurs, ce dossier pourrait contribuer à accentuer les tensions sociales.

En visite au Guatemala le 24 mars, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a réaffirmé le soutien de l'Allemagne aux investissements et à la transition énergétique. Aux côtés de Bernardo Arévalo, président du Guatemala, il a souligné l'importance de la lutte contre la corruption et de la fiabilité institutionnelle pour attirer les capitaux étrangers. Les deux pays entendent renforcer leur coopération économique, notamment dans les énergies renouvelables et la modernisation productive. L'Allemagne, partenaire clé en Europe, pourrait ainsi contribuer à diversifier les débouchés du Guatemala.

Honduras

Au Honduras, le projet de budget pour 2026 s'élève à 445 Md HNL (environ 18,2 Md USD), en baisse par rapport à la version initiale, et privilégie l'investissement public. Présenté par le ministre des Finances, il met l'accent sur la santé, l'éducation et les infrastructures, avec une volonté de réduire les doublons administratifs et d'améliorer l'efficacité de la dépense. Les économies réalisées doivent être réorientées vers des secteurs prioritaires et des projets générateurs d'emplois. Le texte doit encore être validé par le Conseil des ministres puis soumis au Congrès. Il vise à doter l'exécutif d'un cadre budgétaire propre, alors que le pays fonctionne encore sur la base du budget 2025.

Le Honduras obtient 245 M USD de la Banque mondiale pour financer des réformes structurelles et moderniser ses infrastructures, notamment le corridor nord. Sur ce montant, 145 M USD seront consacrés aux réformes économiques et 100 M USD au renforcement d'un axe logistique clé. Ce soutien vise à améliorer la résilience économique, la connectivité et l'emploi. Il intervient dans un contexte de renforcement du climat d'investissement et de coopération accrue avec les bailleurs internationaux. Ces financements devraient soutenir la dynamique de croissance et les secteurs productifs du pays

Nicaragua

Au Nicaragua, la stabilité macroéconomique reste fragile en 2026, reposant largement sur les remesas et un endettement élevé. Selon le CETCAM (Centro de Estudios Transdisciplinarios de Centroamérica), la croissance attendue (2,5 %-3,4

%) demeure modérée et peu inclusive. Les transferts de fonds, supérieurs à 25 % du PIB, soutiennent la consommation mais accentuent la dépendance externe, notamment vis-à-vis des États-Unis. Parallèlement, la dette atteint 82 % du PIB et pèse sur les marges de manœuvre budgétaires. Dans un contexte d'incertitudes politiques, la baisse de l'IDE reflète une attractivité affaiblie et des risques persistants pour les investisseurs.

Panama

Le Panama aurait enregistré en 2025 la deuxième plus forte croissance des exportations en Amérique latine, un résultat toutefois exceptionnel, largement attribuable à la reprise ponctuelle des exportations de cuivre. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), cette performance s'expliquerait principalement par l'écoulement de 8 000 tonnes de cuivre et d'or entreposées depuis la fermeture de la mine de First Quantum en 2023. D'après la CEPAL, la valeur des exportations panaméennes aurait ainsi progressé de 36 % en 2025 par rapport à 2024. Hors cuivre, cette hausse serait nettement plus limitée, à 1,6 % selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Les principales exportations hors cuivre demeureraient les crevettes (13,3 %), l'huile de palme (7,7 %) et les bananes (7,5 %), d'après le Ministère du Commerce et de l'Industrie. Pour rappel, l'économie panaméenne reposerait avant tout sur les services, en particulier dans les secteurs financiers, logistique et portuaire.

Le Panama et le Costa Rica ont signé un mémorandum d'accord visant à jeter les bases d'un projet ferroviaire régional en Amérique centrale. Paraphé par le Secrétaire national au chemin de fer du Panama, Henry Faarup, et le président d'INCOFER au Costa Rica, Álvaro Bermúdez, cet accord établit avant tout une feuille de route pour favoriser l'échange d'expertise entre les deux pays, coordonner les études techniques et harmoniser les standards ferroviaires. Le projet s'inscrit dans la continuité du train Panama–David–frontière, actuellement au stade des études. L'interconnexion avec le Costa Rica constituerait ainsi une première étape vers une intégration ferroviaire régionale plus ambitieuse, susceptible de s'étendre à terme à l'ensemble de l'Amérique centrale.

Caraïbes

Cuba

Déjà confrontée à une grave crise énergétique, Cuba se voit privée d'approvisionnements en pétrole russe après l'interdiction imposée par les États-Unis. Les États-Unis ont en effet interdit l'acheminement de pétrole russe à destination de Cuba via une nouvelle licence de l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC). Le Département du Trésor maintient ainsi cette restriction, malgré un assouplissement temporaire de certaines sanctions visant la Russie, destiné à contenir la hausse des prix de l'énergie dans un contexte de tensions avec l'Iran. Ce dispositif autorise, jusqu'au 11 avril, certaines transactions portant sur du pétrole transporté par des navires russes, tout en excluant explicitement Cuba, la Corée du Nord et la Crimée. Cette décision prolonge la pression sur Cuba, déjà confrontée à une crise énergétique sévère, caractérisée par des pénuries de carburant et des coupures d'électricité quotidiennes de plus en plus marquées.

La crise énergétique frappe l'industrie sucrière à Cuba. Pour 2026, Cuba avait prévu de produire 229 500 tonnes de sucre brut et 15 000 tonnes de sucre raffiné, avec une exportation estimée à 30 000 tonnes. Ces chiffres représentaient une hausse par rapport à la récolte précédente, qui était inférieure à 150 000 tonnes, soit la plus faible production depuis plus d'un siècle. Cependant, la campagne sucrière est fortement menacée par la crise énergétique. La seule centrale encore en activité a dû arrêter sa production faute de combustible (alors même que 16 centrales auraient dû fonctionner pour la production 2025/2026). Face à cette situation, certaines activités alternatives ont été privilégiées, comme la production de charbon végétal et de dérivés de la canne à sucre, afin de maintenir les employés actifs. Autrefois moteur de l'économie cubaine, l'industrie sucrière connaît un déclin prolongé.

Cuba ouvre les paiements internationaux aux cryptomonnaies. Le gouvernement cubain a récemment permis, de manière limitée, l'usage de cryptomonnaies pour certains paiements internationaux. La Banque Centrale de Cuba (BCC) a sélectionné neuf PME et une entreprise mixte, actives dans l'informatique, les services numériques et la restauration, pour participer à ce dispositif pilote. Les transactions devront être réalisées via des prestataires de services sur actifs virtuels (PSAV) agréés, rester strictement liées à l'activité des entreprises participantes et faire l'objet d'un *reporting* trimestriel auprès de la BCC. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du cadre réglementaire introduit en 2021, mais marque une étape supplémentaire avec l'octroi, pour la première fois, d'autorisations opérationnelles directes à des entreprises cubaines pour effectuer des paiements internationaux en cryptomonnaies.

Haïti

La Banque de la République d'Haïti indique un recul du nombre de crédits octroyés par le système financier, passés de 91 330 au T4 2024 à 78 360 au T4 2025, soit une contraction marquée de l'activité de crédit. La structure des bénéficiaires demeure toutefois globalement inchangée. Au T4 2025, les personnes physiques concentrent l'essentiel des prêts (96,2 %), contre seulement 3,8 % pour les personnes morales et institutions. Par ailleurs, une forte disparité de genre persiste : les hommes captent 62,6 % des crédits libellés en gourdes (HTG) et 76,5 % de ceux en dollars (USD). La distribution géographique des crédits reste également très concentrée, avec 75,6 % des prêts accordés dans la seule région de Port-au-Prince (département de l'Ouest), soulignant le faible accès au financement dans le reste du pays.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïcain prévoit de lancer un nouvel appel d'offres portant sur des capacités supplémentaires en énergies renouvelables (220 MW) et en stockage d'énergie (110 MW). Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de porter à 50 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030, contre environ 20 % actuellement. Ces nouvelles capacités relèveraient de la deuxième phase du programme national d'enchères, visant à réduire la dépendance du pays aux importations de pétrole. Dans ce cadre, les parties intéressées auraient jusqu'au 10 avril pour soumettre leurs contributions à la demande d'informations (RFI), pilotée par le Generation Procurement Entity (GPE).

République Dominicaine

Pour faire face à l'impact du conflit au Moyen-Orient, le président Luis Abinader a annoncé une série de mesures sociales et économiques telles que l'octroi de 166 M USD pour renforcer des programmes sociaux et 17 M USD pour le secteur des engrais. Parmi les mesures annoncées, la subvention de 17 M USD au secteur des engrais vise à éviter qu'une augmentation du prix de ces produits sur les marchés ne se répercute sur les prix alimentaires. Les programmes sociaux concernés par la subvention de 166 M USD seront dirigés aux secteurs vulnérables de l'économie. 166 M USD d'économies auraient été d'ores et déjà identifiés dans le budget pour éviter que cette subvention ne creuse davantage le déficit. Le président a également annoncé une hausse graduelle de 5,2 % à 6,7 % des prix de certains combustibles pour limiter l'effet délétère des subventions aux combustibles sur l'équilibre des finances publiques. L'objectif affiché est de réduire le coût fiscal des subventions aux combustibles d'au moins 200 M USD d'ici à la fin de l'année.

En 2025, les transferts en provenance d'Haïti ont affiché le montant moyen le plus élevé parmi les *remesas* reçues par la République dominicaine. Selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), ce montant moyen s'est établi à 661,8 USD, devant celui en provenance de la Suisse (606,5 USD). Malgré le contexte sécuritaire dégradé en Haïti, ce montant a fortement progressé (+80,4 % entre 2023 et 2025). Cette hausse s'explique en partie par le poids des étudiants haïtiens en République dominicaine, qui représenteraient 51,7 % des étudiants étrangers et afficheraient des dépenses mensuelles moyennes de 1 258 USD. Néanmoins, en dépit de montants unitaires élevés, Haïti ne représente qu'une part limitée des flux totaux de *remesas* reçus par le pays en 2025 (entre 1,4 % et 1,8 %), très loin derrière les États-Unis, qui concentrent environ 80 % des envois.

Sainte-Lucie

Le gouvernement saint-lucien devrait organiser le Forum *Ease of Doing Business* (EODB) le 9 avril 2026. Placé sous le thème « *Breaking Barriers, Enabling Business* », son but serait d'identifier les principaux freins administratifs à l'initiative économique (licences, permis, fiscalité, accès au foncier et au financement) et les réformes possibles avec l'appui du secteur privé. Classée 8ème sur 32 des pays des Amériques de l'*Economic Freedom Index 2025*, Sainte Lucie entend renforcer son attractivité. Le gouvernement souhaite en effet capitaliser sur ce positionnement pour accroître les flux d'IDE et soutenir la croissance tirée par le tourisme, les services et les projets d'infrastructures. (Brève rédigée par la DEETS Martinique)

Trinité-et-Tobago

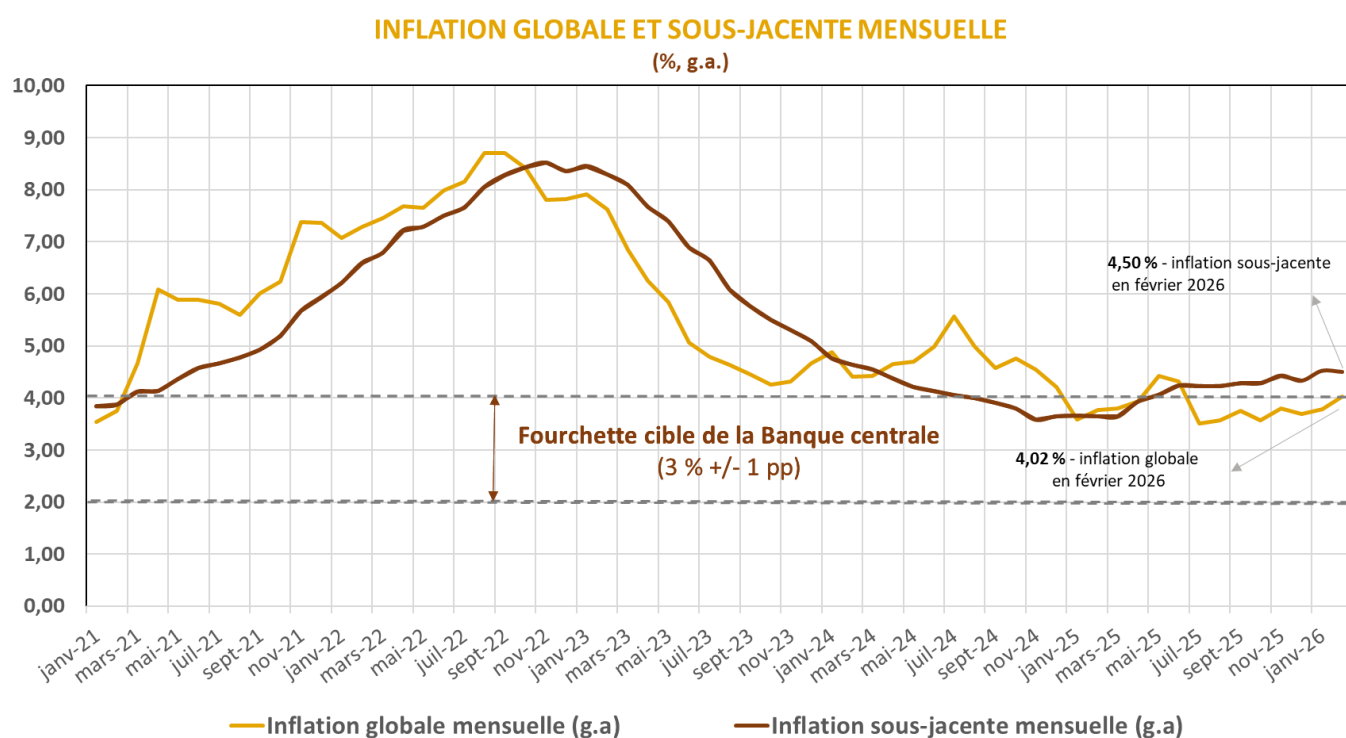
Les réserves nettes de change de Trinité-et-Tobago s'élèveraient à 5,6 Mds USD en février 2026, en baisse de 2,4 % par rapport à janvier, selon la Banque centrale. Elles avaient atteint en août 2025 leur plus bas niveau en vingt ans (4,6 Mds USD), un seuil qui avait conduit S&P Global Ratings à abaisser la perspective souveraine de « stable » à « négative » en septembre. L'agence de notation avait alors mis en avant le recul de la production énergétique ainsi que la faiblesse des marges de manœuvre budgétaires et externes. En décembre, Moody's avait à son tour révisé sa perspective de « stable » à « négative », invoquant notamment une baisse de 24 % des réserves de change liquides.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

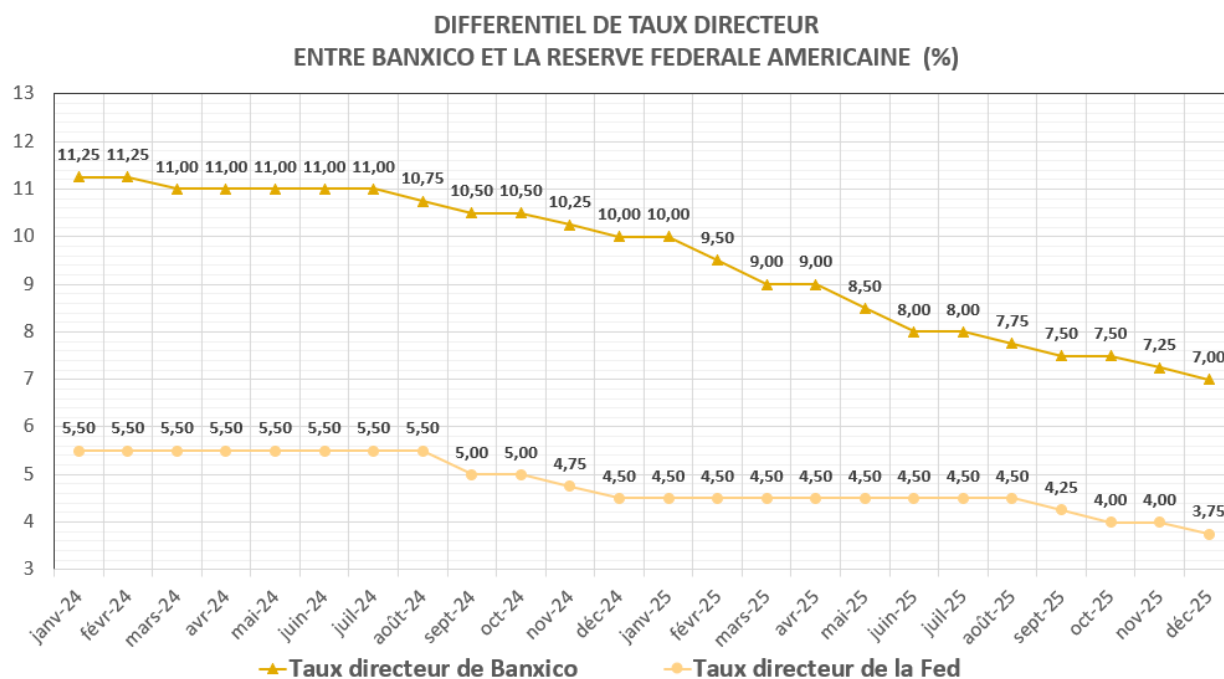
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

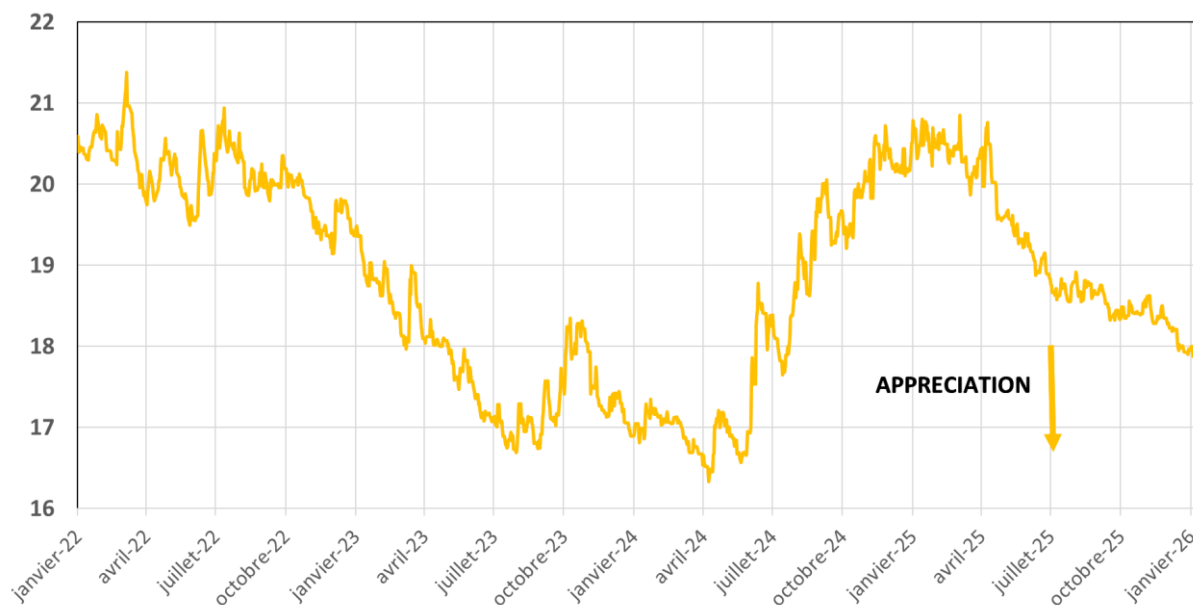
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

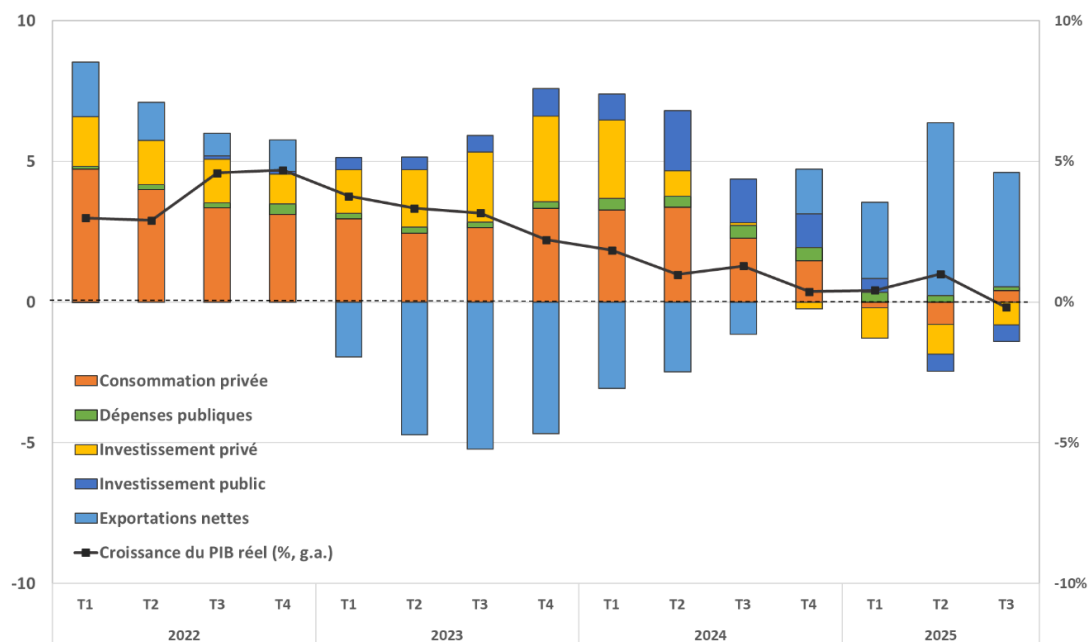
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

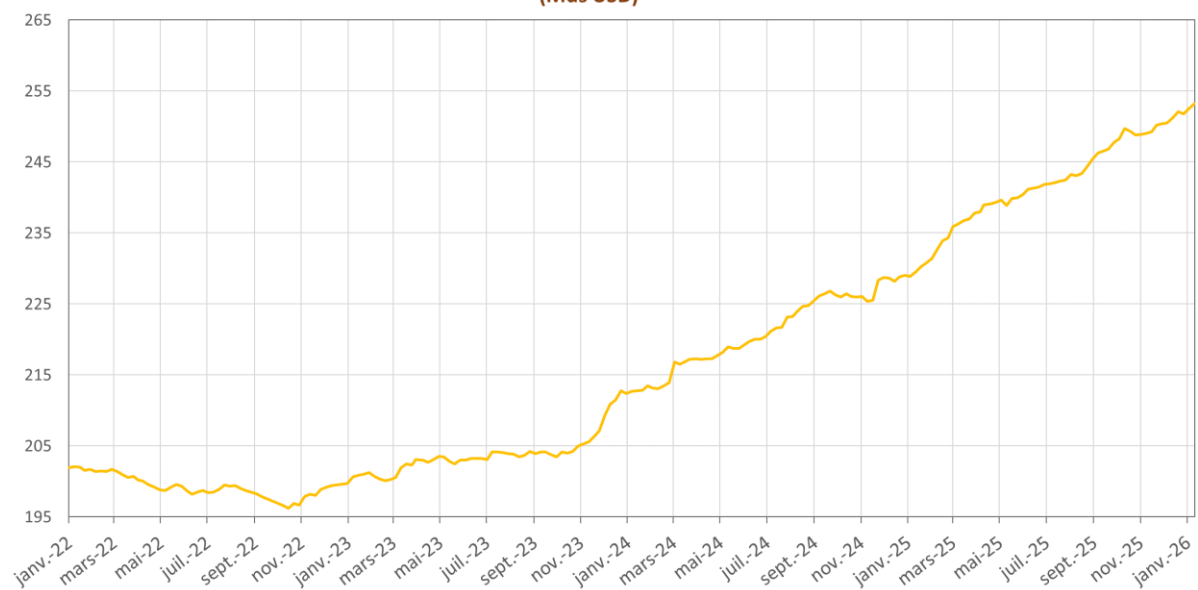
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr